

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

RÉFÉRÉS

ORDONNANCE
RÉFÉRÉ
25 Octobre 2019

N° RG 19/09758
N° Portalis DB3R-W-B7D-VH2Y

N° :

**Société SOCIETE
MANPOWER FRANCE**

c/

**SYNDICAT NATIONAL
CFTC DU TRAVAIL
TEMPORAIRE, Syndicat
CFTC DE LA
METALURGIE, Syndicat
CFTC, E. [REDACTED] J. [REDACTED],
A. [REDACTED] A. [REDACTED], G. [REDACTED]
R. [REDACTED] A. [REDACTED] S. [REDACTED]**

DEMANDERESSE

S.A.S MANPOWER FRANCE

immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro
423122753 et dont le siège social est sis Immeuble Eureka,
13 rue Ernest Renan 92723 Nanterre CEDEX, prise en la
personne de Monsieur Alain ROUMILHAC, Président,
domicilié es-qualité audit siège

représentée par Maître S. [REDACTED] K. [REDACTED] de la SCP
PEROL RAYMOND KHANNA ET ASSOCIES, avocats
au barreau de PARIS, vestiaire : P0312

DEFENDEURS

**SYNDICAT NATIONAL CFTC DU TRAVAIL
TEMPORAIRE**

dit "SNNT CFTC" ou encore "CFTC INTERIM" sis 34
quai de la Loire 75019 PARIS, pris en la personne de son
représentant légal

Syndicat CFTC DE LA METALURGIE

sis 39 cours Marigny 94300 VINCENNES, pris en la
personne de son représentant légal

Syndicat CFTC

sis 128 avenue Jean Jaurès 93500 PANTIN, pris en la
personne de son représentant légal

Monsieur E. [REDACTED] J. [REDACTED]

domicilié sis [REDACTED]

comparant et représenté

Madame A. [REDACTED] A. [REDACTED]

domiciliée sis [REDACTED]
comparante et représentée

Monsieur G [REDACTED] R [REDACTED]
domicilié [REDACTED]
non comparant, représenté

Madame A [REDACTED] S [REDACTED]
domiciliée sis [REDACTED]
[REDACTED]
comparante et représentée

représentés par Maître A [REDACTED] G [REDACTED] avocat au barreau
de PARIS, vestiaire : A0587

INTERVENANTS VOLONTAIRES

Syndicat CGT MANPOWER FRANCE
263 rue de Paris
93100 MONTREUIL

représenté par Maître J [REDACTED] de la SCP
FESSLER JOQUERA & ASSOCIES, avocat au barreau
de GRENOBLE

**Syndicat NATIONAL DE L'ENCADREMENT DES
SERVICES CFE-CGC (SNES CFE-CGC)**
9 rue de Rocroy
75010 PARIS

représentée par Maître R [REDACTED] Z [REDACTED], substitué par
Maître G [REDACTED] C [REDACTED] avocat au barreau de
PARIS, vestiaire : D0164

Fédération (FEC) FO

ayant pour avocat Maître S [REDACTED] K [REDACTED] avocat au
barreau de PARIS, vestiaire : B0316, non comparant

COMPOSITION DE LA JURIDICTION

Président : P [REDACTED] L [REDACTED], 1ère
vice-présidente, tenant l'audience des référés par
délégation du Président du Tribunal,
Greffier : J [REDACTED] B [REDACTED]

Statuant publiquement par ordonnance contradictoire et
en premier ressort

Nous, P [REDACTED] L [REDACTED], Première Vice Présidente, après avoir entendu les conseils des parties à l'audience du 25 octobre 2019 à 9 h 30, l'affaire a été mise en délibéré au 25 octobre 2019 à 16 heures, date à laquelle l'ordonnance suivante a été rendue

Vu l'assignation en référé d'heure à heure délivrée par la société MANPOWER à l'égard du Syndicat National CFTC du Travail temporaire (dit SNNT CFTC ou encore CFTC intérim), du Syndicat CFTC de la Métallurgie, du Syndicat CFTC, de Monsieur E [REDACTED] J [REDACTED], de Madame A [REDACTED] A [REDACTED] de Monsieur G [REDACTED] R [REDACTED], de Madame A [REDACTED] S [REDACTED] à laquelle il convient de se référer pour un plus ample exposé des demandes ;

Vu les conclusions déposées et soutenues à l'audience du 23 octobre 2019 par la demanderesse, par les défendeurs et par les intervenants volontaires à savoir le Syndicat National de l'Encadrement des Services CFE-CGC (SNES CFE-CGC), le Syndicat CGT Manpower France, auxquels il convient de se référer pour un plus ample exposé des demandes, la Fédération FEC FO ayant conclu oralement ;

Par ordonnance du 23 octobre 2019 le juge a ordonné une mesure de constat et a désigné un huissier de justice pour y procéder avec pour mission de :

- prendre connaissance sur tout poste informatique du courrier électronique initial diffusé entre le 14 et le 20 octobre 2019 ayant pour objet "concours CFTC-intérim du 25/10/2019 au 07/11/2019 pour favoriser le vote aux élections professionnelles Manpower",
- prendre connaissance sur tout poste informatique du courrier électronique diffusé entre le 22 octobre 2019 et ce jour, annonçant l'annulation de ce concours, vérifier si il y a ou non concordance entre les destinataires du premier courrier électronique et ceux du courrier d'annulation,
- transcrire le message du courrier électronique annonçant l'annulation de ce concours,
- dresser procès-verbal de ses constatations,
- communiquer un exemplaire de ce procès verbal à chacune des parties et des intervenants volontaires au plus tard jeudi 24 octobre 2019 à 14 heures.

Il a fixé la provision devant être versée à l'huissier à la somme de 1 000 euros, à la charge de la société MANPOWER et a décidé de rouvrir les débats à l'issue de ce constat, les parties étant invitées à se présenter à l'audience du juge des référés le vendredi 25 octobre 2019 à 9h30 et de sursoir à statuer sur les autres demandes jusqu'à cette audience en réservant les dépens.

L'huissier de justice a établi son constat le 24 octobre 2019.

A l'audience de ce jour, la société MANPOWER conclut et demande au visa des articles 808 et 809 du Code de Procédure Civile de :

- Ordonner la publication de l'ordonnance à intervenir sur la page d'accueil du site internet du Syndicat CFTC de la Métallurgie (<http://cftcmetallurgie.com/>) et sur la page d'accueil du site internet CFTC-intérim Manpower (<https://www.cftc-manpower.fr/>),
- Condamner le Syndicat National CFTC du Travail Temporaire (dit « SNTT CFTC » ou encore « CFTC Intérim ») à verser à la société MANPOWER FRANCE la somme de 10 000 euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile ainsi qu'aux entiers dépens,
- Débouter le Syndicat National CFTC du Travail Temporaire (dit « SNTT CFTC » ou encore « CFTC Intérim »), le Syndicat CFTC de la Métallurgie, le Syndicat CFTC, Monsieur E [REDACTED] J [REDACTED], Madame A [REDACTED] A [REDACTED], Monsieur G [REDACTED] R [REDACTED] et Madame A [REDACTED] S [REDACTED] de leurs demandes.

Le Syndicat National CFTC du Travail temporaire (dit SNNT CFTC ou encore CFTC intérim), le Syndicat CFTC de la Métallurgie, du Syndicat CFTC, Monsieur E [REDACTED] J [REDACTED], Madame A [REDACTED] A [REDACTED], Monsieur G [REDACTED] R [REDACTED], Madame A [REDACTED]

S[REDACTED] concluent à l'absence de trouble manifestement illicite, l'absence d'urgence et l'existence d'une contestation sérieuse et ils demandent de juger que le Juge des référés est matériellement incompétent pour connaître du présent litige et demandent de : PRONONCER l'irrecevabilité des demandes,

DÉBOUTER la société MANPOWER France et les intervenants volontaires de l'ensemble de leurs demandes et demandent de JUGER l'action judiciaire entreprise par la société MANPOWER France comme les demandes formées par le syndicat CGT abusives,

En conséquence les condamner solidairement à payer 10 000 euros à l'ensemble des défendeurs à titre de dommages intérêts sur le fondement de l'article 32-1 du code de procédure civile et CONDAMNER la société MANPOWER FRANCE à payer aux défendeurs la somme de 5 400 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Le Syndicat National de l'Encadrement des Services CFE-CGC (SNES CFE-CGC) conclut en formant la même demande que la société MANPOWER FRANCE et demande de condamner le Syndicat CFTC à lui verser la somme de 3 000 euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Le Syndicat CGT Manpower France conclut en demandant de statuer ce que de droit sur les demandes tendant à ordonner la publication de l'ordonnance à intervenir sur la page d'accueil du site internet du Syndicat CFTC de la Métallurgie (<http://cftcmetallurgie.com/>) et sur la page d'accueil du site internet CFTC-intérim Manpower (<https://www.cftc-manpower.fr/>), et demande de condamner le Syndicat National CFTC du Travail Temporaire (dit « SNTT CFTC » ou encore « CFTC Intérim »), le Syndicat CFTC de la Métallurgie, le Syndicat CFTC, Monsieur E[REDACTED] J[REDACTED], Madame A[REDACTED] A[REDACTED], Monsieur G[REDACTED] R[REDACTED] et Madame A[REDACTED] S[REDACTED] à lui verser la somme de 5 000 euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

La Fédération FEC FO n'a pas comparu à l'audience du 25 octobre. A l'audience du 23 octobre elle s'en était rapportée oralement et n'avait pas fait de demande au titre de ses frais non compris dans les dépens .

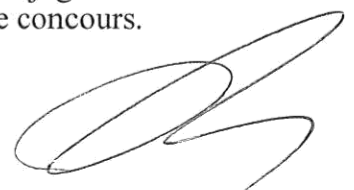
MOTIFS DE LA DECISION

La demanderesse et les intervenants volontaires sollicitent des mesures sur le fondement des dispositions des articles 808 et 809 du code de procédure civile.

La demanderesse considère qu'il y a urgence à ce que toute personne intéressée au processus électoral de la société MANPOWER FRANCE soit informée, à travers la publication qu'elle demande de la décision, par le même biais de communication que celui retenu par les défendeurs, du fait que le concours organisé par la CFTC caractérisait bien une atteinte grave aux droits de la société MANPOWER FRANCE d'organiser ces élections professionnelles dans le respect des principes applicables en la matière, même si ce concours a depuis été annulé, et que la CFTC a fini par déférer aux demandes légitimes de la société MANPOWER FRANCE.

Aux termes de l'article 808 du code de procédure civile, dans tous les cas d'urgence le président peut ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend.

A l'issue de la mesure que nous avons ordonné dans notre décision rendue le 23 octobre dernier, les parties sont toutes d'accord pour reconnaître qu'au moment où le juge statue de nouveau, à l'issue de la mesure ordonnée, il n'existe plus de diffusion de ce concours.



Dans ces conditions, la demanderesse et les intervenants volontaires ne rapportent pas la preuve de l'urgence qu'ils invoquent. Leur demande, sur le fondement de l'article 808 du code de procédure civile, sera donc rejetée.

L'article 809 alinéa 1^{er} du Code de procédure civile dispose que le président peut toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Le trouble manifestement illicite résulte de toute perturbation résultant d'un fait qui directement ou indirectement constitue une violation évidente de la règle de droit. Il s'ensuit que pour que la mesure sollicitée soit prononcée, il doit nécessairement être constaté avec l'évidence qui s'impose à la juridiction des référés, l'imminence d'un préjudice ou la méconnaissance d'un droit, sur le point de se réaliser ou dont la survenance et la réalité sont certaines.

En l'espèce, au jour où le juge statue après réouverture des débats et à l'issue de la mesure ordonnée dans notre décision rendue le 23 octobre 2019, il n'existe plus de preuve d'un trouble manifestement illicite. Il est constant en effet que ce qui restait en discussion le 23 octobre à savoir la justification de l'envoi du message d'annulation du concours aux destinataires du premier courrier électronique d'annonce du concours d'une part et de la suppression des liens « en cache » d'autre part, est désormais établie.

La demanderesse et les intervenants volontaires ne rapportent donc pas la preuve d'un trouble manifestement illicite actuel.

Le dommage imminent s'entend du dommage qui n'est pas encore réalisé mais qui se produira sûrement si la situation présente doit se perpétuer.

La demanderesse et les intervenants volontaires ne rapportent pas non plus la preuve que la publication sollicitée serait indispensable, nécessaire et adaptée pour apporter aux électeurs l'information pleine et entière sur l'annulation de ce concours. En effet, il est justifié que toutes les mesures ont été prises désormais pour faire cesser le trouble manifestement illicite. Le risque de dommage imminent qui est le seul invoqué équivaut à un dommage éventuel qui ne remplit pas les conditions prévues à l'article 809 précité.

C'est pourquoi faute de preuve de la nécessité d'une mesure de publication de la décision, il y a lieu de rejeter cette demande.

Les défendeurs ne rapportent pas la preuve d'une faute, c'est pourquoi ils sont déboutés de leur demande de dommages-intérêts.

Le Syndicat National CFTC du Travail temporaire (dit SNNT CFTC ou encore CFTC intérim) est tenu de supporter les dépens en ce compris le coût du constat d'huissier ordonné.

L'équité commande que chacune des parties et des intervenants volontaires garde à sa charge ses frais non compris dans les dépens.



PAR CES MOTIFS

Nous, **P. [REDACTED] L. [REDACTED]**, statuant en référé, contradictoirement et en premier ressort,

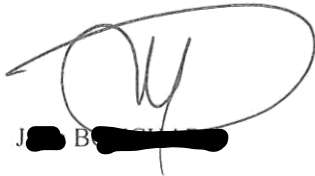
DISONS n'y avoir lieu à référé sur les prétentions de la société MANPOWER FRANCE, du Syndicat National de l'Encadrement des Services CFE-CGC (SNES CFE-CGC), du Syndicat CGT Manpower France et de la Fédération FEC FO ;

REJETONS le surplus des demandes ;

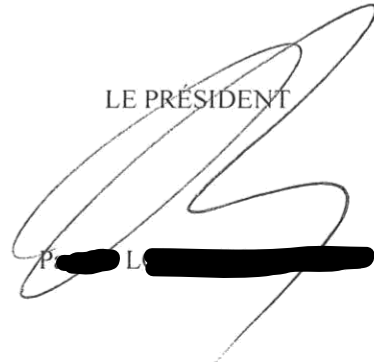
DISONS n'y avoir lieu à application de l'article 700 du code de procédure civile

CONDAMNONS le Syndicat National CFTC du Travail temporaire (dit SNNT CFTC ou encore CFTC intérim), aux dépens en ce compris le cout du constat d'huissier ordonné.

LE GREFFIER


J. B. [REDACTED]

LE PRÉSIDENT


P. [REDACTED] L. [REDACTED]

Copie certifiée conforme

Nanterre, le 25/10/13

Le Greffier en Chef

